

TAÂOUN *

La Lettre des Coopérations au Maroc

* Coopération

Réalisée par **Marocoop**, agence de Conseil en coopérations décentralisée et internationale avec le Maroc, avec le soutien de **l'Ambassade de France au Maroc**

N°31 – juillet-août 2011

SOMMAIRE

- **Coopérations franco-marocaines**
- **Autres coopérations nationales**
- **Les nouvelles du Maroc**
- **L'interview du mois : Fabienne PADOVANI, Vice Présidente du Conseil Général de Loire-Atlantique**
- **Nouvelles coopérations avec des collectivités locales marocaines**
- **Mouvements/Nouvelles Nominations/Distinctions**
- **Rendez-vous**
- **Appels à projets / Annonces**
- **Abréviations/Indications**
- **Le Mot de la Rédaction**

COOPERATIONS FRANCO-MAROCAINES

COOPERATIONS BILATERALES

Energies, Industrie et nouvelles technologies

A l'occasion de la visite d'Eric BESSON, ministre de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique, accompagné d'une quinzaine d'entreprises françaises :

- Déclaration conjointe avec Amina BENKHADRA, Ministre de l'Energie et des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, afin de proposer aux membres de l'UPM de conclure ensemble un Pacte énergétique euro-méditerranéen.

- signature d'un accord de coopération entre le Syndicat français des énergies renouvelables et l'Association marocaine des industries solaire et éolienne (Amisole) portant sur la formation, la recherche, le développement, la production industrielle et la promotion des entreprises.

- en présence d'Ahmed CHAMI, ministre de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies, signature d'un accord de coopération visant à développer des projets d'innovation entre le groupe français Systematic Paris-Region et Maroc Numeric Cluster.

- Déclaration conjointe des ministres de l'Industrie en faveur de la mise en oeuvre d'un Plan pour l'innovation et les PME en Méditerranée.

Energies renouvelables

Attribution par l'AFD à l'Agence Marocaine pour l'Energie Solaire d'un financement de 100,3 M€ en faveur de la mise en oeuvre du Plan solaire marocain lancé en 2009 : prêt de 100 M€ et une subvention de 300 000 € qui vont notamment servir à financer une partie de la centrale solaire de **Ouarzazate**.

Transition démocratique

Annonce dans un communiqué de l'Elysée du souhait de Nicolas SARKOZY, que le Maroc, sous réserve de l'accord des membres du G8 "rejoigne le 'Partenariat de Deauville', qui vise à soutenir concrètement les pays arabes engagés dans une transition démocratique".

COOPERATIONS DECENTRALISEES

Coopération

Organisation à **Paris** par Cités-Unies France de la 2nde édition du Forum pour la coopération internationale des collectivités, à laquelle ont participé plus d'un millier d'élus, acteurs et experts de la coopération décentralisée, dont une délégation marocaine conduite par le Maire de Rabat, Fathallah OUALALOU.

Département de l'Isère / Région Tadla Azilal

Déplacement d'André VALLINI, Président du **Conseil général de l'Isère**, venu rencontrer son partenaire, la **Région de Tadla-Azilal** et évoquer avec son Président, Salah HAMZAOUI les nombreux projets en cours à l'occasion d'un comité de suivi de la coopération décentralisée.

Conseil général de l'Hérault – Conseil régional du Souss Massa Drâa,

Dans le cadre du partenariat entre le **Conseil général de l'Hérault** et le **Conseil régional du Souss Massa Draâ**, l'école SupAgro **Florac** et la Faculté des sciences de l'Université Ibn Zohr d'**Agadir**, ont créé des modules de formation pour une Licence professionnelle « Valorisation des produits des terroirs et des savoir-faire locaux du sud marocain », qui a été présentée lors d'un séminaire d'étude sur les produits du terroir organisé par SupAgro Florac, en présence d'universitaires marocains.

La Rochelle – Essaouira / Développement durable

A l'occasion de la visite de jeunes Souiris à **La Rochelle**, organisation d'un grand jeu de piste et d'autres activités sur le thème du développement durable à l'issue desquels un passeport éco-citoyen leur a été remis.

COOPERATION ECONOMIQUE

Département de l'Isère – Région Tadla-Azilal / Agriculture

Accueil en **Isère** de représentants de la Chambre Régionale d'Agriculture de **Tadla-Azilal**.

Investissements

Signature d'un mémorandum d'entente entre l'Agence marocaine de développement des investissements (AMDI) et la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM), afin de renforcer leur partenariat dans le domaine de la promotion des investissements à travers l'échange d'information et d'expertise entre le Maroc et la France.

AUTRES RELATIONS FRANCO-MAROCAINES

Enseignement supérieur

Par rapport à 2010, nette amélioration des résultats d'admissibilité des étudiants marocains aux grandes écoles françaises : 9 admis au concours d'accès aux Ecoles Normales Supérieure (6 en 2010) ; 25 à l'école polytechnique de Paris (contre 9) ; 83 au concours centrale Sup Elec (contre 55), 95 au concours commun Mines et Ponts (contre 66) et 527 au concours commun Polytechnique (contre 331).

Action sociale

Signature d'une convention-cadre d'appui et d'accompagnement de l'action sociale au sein des établissements sociaux au Maroc entre l'Entraide nationale et l'Institut pour la socialisation, l'intégration et le soin (IpSIS France) et le Bureau de cette institut au Maroc. Ce partenariat devrait permettre d'accompagner la mise en oeuvre des programmes de centres de référence pilotes au profit des personnes en situation de difficulté.

Enseignement

Avec le soutien de l'Ambassade de France, organisation par l'Association marocaine pour l'Enseignement de la langue française et des littératures d'expression françaises de la 6^{ème} rencontre sur le cinéma et l'éducation sous le thème "le film documentaire dans l'enseignement".

Humanitaire

Visite de d'une délégation de la **Région Aquitaine** à **Essaouira**, au titre d'un projet à vocation sociale mené par l'association franco-marocaine « Afoulki » pour la culture et le développement à Essaouira, et ce, dans le cadre du programme Humaquitaine qui vise à encourager la mobilité internationale des jeunes pour leur permettre d'apporter une aide humanitaire au pays d'accueil par la réalisation d'un projet concret.

Handicap

Avec le soutien de la **Région Midi-Pyrénées**, création par une association de **Labège**, Solhandi, d'un centre de qualifications professionnelles pour personnes handicapées à **Todgha El Oulia (Province de Tinghir)**.

Religion

A l'occasion du Mois de Ramadan, ouverture de la nouvelle Mosquée de **Strasbourg**, dont la construction a bénéficié d'un financement du Maroc.

AUTRES COOPERATIONS NATIONALES

COOPERATION HISPANO-MAROCAINE

Environnement

Signature entre le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification et le ministère régional de l'Environnement de l'Andalousie d'un memorandum d'entente relatif à la coordination de la réserve biosphère intercontinentale de la Méditerranée et à l'opérationnalisation de son plan d'action 2011-2015. Ce projet devrait également favoriser l'amélioration des conditions socio-économiques des populations, en les impliquant dans des projets de développement local, à travers l'écotourisme, l'artisanat, l'agriculture et la chasse notamment, etc.

Transports

Signature d'une convention d'assistance aux projets structurants de valorisation des espaces gares ferroviaires au Maroc entre l'Office national des chemins de Fer et l'Administrateur espagnol des infrastructures ferroviaires.

Jeunesse

Dans sa volonté de développer une stratégie municipale en faveur des enfants et des adolescents et devenir ainsi la 1^{ère} ville du Maroc labellisée par l'UNICEF « Ville Amie des Enfants », **Chefchaouen** a organisé un atelier destiné à encourager une vingtaine de jeunes à s'exprimer sur l'état de la ville et leurs besoins, et ce, en préalable à la création prochaine d'un Conseil municipal des jeunes. Ce sont des représentants de Vejer de la Frontera, ville reconnue en Espagne comme modèle en matière de politique de l'enfance et de la jeunesse, qui accompagnent Chefchaouen dans cette démarche.

Réseau euro-méditerranéen

L'Agence de Développement Social a participé à Grenade aux 1ères rencontres network MedinaDat, organisées par la Fondation euro arabe des Hautes Etudes sur les « Dynamiques socioéconomiques et politiques de la Région Mena ». L'objectif de cette rencontre était de créer un réseau de chercheurs et d'experts impliqués dans l'analyse des problèmes et dynamiques de la région MENA dans une approche interdisciplinaire.

COOPERATION NIPPO-MAROCAINE

Infrastructures

Octroi par la JICA au Maroc de 2 prêts d'un montant total de 200 M€, destinés à financer des projets d'approvisionnement en eau potable à **Fès** et à **Meknès** et des routes rurales.

COOPERATION MULTILATERALE-MAROCAINE

Union Européenne / Energie

Lancement d'un projet de jumelage institutionnel dans le but de renforcer les capacités de la Direction de l'observation et de la programmation du ministère de l'Energie et des Mines en termes de prospective, de programmation, de suivi et d'évaluation de la politique énergétique nationale, et ce, avec l'appui du ministère fédéral allemand de l'Economie et de la Technologie. Ce projet de 24 mois est financé par l'UE à hauteur de 850.000 €.

UE / Pêche

Signature entre l'UE et le Maroc d'un nouveau protocole à l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche signé en 2006. Cet accord va définir "les possibilités de pêche offertes aux navires de l'UE en fonction du surplus disponible dans les ressources halieutiques des zones de pêche marocaines ainsi que la contrepartie financière due, de manière distincte, au titre des droits d'accès et au titre d'une contribution dans l'aide au développement de la politique sectorielle de la pêche au Maroc." Les quatre dernières années d'application, l'UE a versé 144 M€ en contrepartie des droits de pêche.

UE / Agriculture

Malgré le plaidoyer du ministre marocain de l'Agriculture, refus du Parlement européen de ratifier l'accord du 13/12/2010 permettant de libéraliser les exportations agricoles. Un nouveau vote devrait avoir lieu en octobre prochain.

UE / Energies renouvelables

Organisation par la Commune Urbaine de **Salé** d'un atelier de réflexion pour la mise en oeuvre d'un projet d'utilisation des énergies renouvelables, en partenariat avec le ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement. A cette occasion, a été présenté le plan d'action élaboré pour la Ville dans le cadre du projet Sustainable Urban Renewable Energy (SURE), initié par l'UE.

Nations-Unies / Objectifs du Millénaire pour le Développement

Publication du rapport annuel 2011 de l'ONU sur l'état d'avancement des OMD
http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report_2011.pdf

NU / Habitat

Lancement du 1^{er} numéro d'"Habitat Info", une publication destinée à informer sur les programmes de résorption des bidonvilles et d'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées menés dans le cadre du partenariat entre l'établissement public Al Omrane et ONU-Habitat.
http://www.un.org.ma/IMG/pdf/Habitat.Info.Ar_Fr.07.2011.pdf

Banque Mondiale / Gouvernance

Lancement par la BM de l'application pour le monde arabe du Réseau affilié pour la responsabilité sociale (ANSA). Le réseau ANSA-Monde arabe vise à améliorer les connaissances de la société civile, de l'administration publique, des médias et du secteur privé sur la gouvernance participative et la responsabilité sociale. Il devrait servir de plateforme de dialogue pour renforcer le travail en réseau, l'échange d'information et l'expertise. 2 priorités devraient guider l'action de ce réseau : la transparence budgétaire et l'accès à l'information.

Banque Mondiale / Climat

La BM vient de publier une étude sur « l'adaptation au changement climatique et la résilience aux désastres naturels dans les villes côtières d'Afrique du Nord » dans laquelle le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat affirme que l'Afrique du Nord est la 2^{de} zone la plus vulnérable aux risques climatiques à l'échelle mondiale. Selon le GIEC, il faut s'attendre à une élévation du niveau de la mer liée au changement climatique de 20 cm à l'horizon 2030, qui touchera notamment **Casablanca** et les habitants de la **Vallée du Bouregreg**.

Banque Mondiale / Eau

La BM, l'USAID et la NASA vont mettre en place des satellites au dessus du Maroc destinés à cartographier les niveaux d'eau au Maroc. (surveillance des précipitations, des sécheresses et de l'évapotranspiration). Ce nouveau projet, le 1^{er} du genre dans la région MENA, est financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial.

Banque Africaine de Développement / Secteur privé

Approbation par la BAD d'une prise de participation de 20 M€ dans le fonds d'investissement "Maghreb Private Equity Fund III" pour soutenir les investissements dans le secteur privé au Maghreb.

Conseil de l'Europe / Stupéfiants

Adhésion du Maroc au Groupe Pompidou, instance du Conseil de l'Europe chargée de la coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants.

Energies renouvelables

Lancement par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique, en partenariat avec l'Union du Maghreb Arabe et d'autres partenaires régionaux et internationaux, d'un nouveau projet pour promouvoir le développement des énergies renouvelables en Afrique du Nord ; doté d'une enveloppe de 623000 \$, il vise notamment l'établissement d'une base de connaissances sur les meilleures options et les mécanismes financiers innovants.

Enseignement

Organisation à **Skhirat** par l'ONG internationale "African Brains", sous l'égide du ministère de l'Education nationale, du 1er sommet africain de l'enseignement axé sur l'infrastructure et les technologies.

AUTRES COOPERATIONS

Gabon

Signature de 5 conventions de coopération entre OFPPT et le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle du Gabon, pour aider ce pays à développer son dispositif de formation.

Koweït

Prêt de 712 Mdh au Maroc par le Fonds Koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA) dans le cadre de la 1ère tranche de sa participation au financement du projet de train à grande vitesse (TGV) devant relier **Tanger** à **Casablanca**.

Oman

Signature d'un mémorandum d'entente entre le Maroc et le Sultanat d'Oman en matière d'artisanat.

Pérou

Accord entre le Pérou et le Maroc pour la protection des biens culturels dérobés ou transférés illégalement.

LES NOUVELLES DU MAROC

Discours du Trône

Dans son traditionnel discours du Trône prononcé chaque 30 juillet, et qui marquait cette année le 12ème anniversaire de son règne, le Roi Mohammed VI s'est prononcé pour la tenue rapide d'élections législatives (mais sans en préciser le calendrier ; beaucoup évoquent début octobre), qui permettront la désignation du nouveau 1^{er} ministre issu du parti vainqueur, et ce, pour mettre en œuvre la nouvelle Constitution ; il a appelé les partis politiques "à redoubler d'efforts pour favoriser la réconciliation des citoyens, surtout les jeunes, avec l'action politique". Enfin, il s'est dit favorable à l'ouverture des frontières terrestres avec l'Algérie.

Référendum

Selon les chiffres officiels du Conseil Constitutionnel, la constitution soumise à référendum le 1er juillet dernier, a été approuvée officiellement à 98,49% avec un taux de participation de 73 %.

Famille

Publication par le HCP d'une étude sur la famille au Maroc, selon laquelle le taux d'accroissement démographique annuel moyen a baissé, passant de 1,62 % entre 1982 et 2010 à 1,05 % en 2010. Aujourd'hui, la femme marocaine se marie à 26,6 ans (17,5 en 1960) et donne naissance en moyenne à 2,19 enfants.

Histoire

A l'occasion d'un colloque international sur « Le patrimoine culturel du Rif : quelle muséographie ? », signature à **Al Hoceïma** d'une convention relative à la création du Musée du Rif, entre le CNDH, le CCME, la Ville d'Al Hoceïma et la Région **Taza-Hoceïma-Taounate**, et ce, dans le cadre du programme de mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation.

Enseignement

Bac 2011 : 47 % d'admis au 1^{er} tour, un taux légèrement en hausse par rapport à 2010.

Transport

Situation sociale et financière (pertes de plus de 2M€ par semaine) extrêmement critique de la compagnie nationale Royal Air Maroc : un plan social, des suppressions de lignes et même une privatisation sont évoqués comme solutions possibles.

Infrastructures

Ouverture de l'autoroute **Fès-Oujda**, longue de 320 km.

Salaire

Augmentation de 10 % du SMIG à partir du 1^{er} juillet, soit un salaire net mensuel de 2280,53 dh.

Horaire

Le dimanche 31/7 à minuit, les Marocains ont retardé leur montre d'une heure.

L'INTERVIEW DU MOIS

Taâoun accueille Mme **Fabienne PADOVANI**, Vice Présidente du Conseil Général de Loire-Atlantique, Déléguée à la Solidarité internationale et aux Affaires européennes.

Taâoun : Le Département de Loire-Atlantique est particulièrement actif au Maroc, pour quelles raisons ?

Fabienne PADOVANI : Les relations entre Agadir et la Loire-Atlantique sont anciennes puisque des rapprochements d'entreprises et de personnes ont été effectués après le tremblement de terre de 1960 avec, au-delà du mouvement de solidarité humanitaire, des investissements dans le domaine du maraîchage et des travaux publics issus notamment de la région d'Ancenis.

Une première convention de coopération a été signée à Agadir le 13 janvier 1992. Elle portait principalement sur les échanges économiques et la formation dans le domaine touristique.

Le Maroc connaît une amorce de décentralisation qui va de pair avec la démocratisation. Notre coopération s'est orientée vers le Conseil de Préfecture, instance élue et non plus vers la Wilaya - équivalent de la Préfecture de Département. Une nouvelle convention a été signée le 18 septembre 2003 avec la Wilaya et le Conseil Préfectoral d'Agadir qui est devenu le principal interlocuteur du Conseil Général. De nombreux échanges économiques, (appui d'une antenne économique implantée à Agadir, participation au salon Fish Marocco) et culturels (avec le soutien de l'Institut Français d'Agadir) ont été organisés.

Ce programme était porté par la structure Loire-Atlantique Coopération, avec la présence à Agadir d'un chargé de mission dont le rôle était de promouvoir l'émergence économique et l'implantation d'entreprises.

Depuis 2004, une réorientation de cette coopération a été opérée pour privilégier les domaines de compétences du Conseil général conformément à la loi de 1992 sur la coopération décentralisée. Dans le domaine social, des initiatives d'associations locales ont été soutenues (handicap notamment mental, aide à la petite enfance).

En 2009, deux conventions sont signées, la première avec le Conseil préfectoral d'Agadir Ida Outanane et le Conseil provincial de Chtouka Aït Baha.

T : L'un de vos projets phares a trait à l'action sociale, compétence première des Conseils Généraux : Comment procédez-vous puisqu'au Maroc ce domaine est organisé très différemment au Maroc ?

FP : Dans le cadre de la coopération sociale, en 2009, une nouvelle phase s'est ouverte dans le partenariat avec les acteurs d'Agadir avec la proposition innovante d'une plate forme-sociale franco-marocaine, dont les objectifs sont le renforcement des capacités et les échanges professionnels au sein de nos territoires. Par cela, il s'agit d'œuvrer à une gouvernance de projet partagée, innovante et porteuse d'échanges et de développement pour les populations de nos deux territoires.

Des besoins de soutien financier existent, mais les demandes essentielles des partenaires sont les questions de formation continue de leurs professionnels spécialisés, de capitalisation d'expériences, d'échanges professionnels, autour des méthodes et outils pédagogiques, et la gestion d'établissement et pérennisation des emplois dans le secteur social et socio-éducatif. C'est autour de ces thématiques que sont mis en œuvre les actions de coopération dans le cadre de binômes associatifs entre la Loire-Atlantique et Agadir, avec des temps de concertations institutionnelles notamment à l'occasion du séminaire annuel qui s'organise une année en Loire Atlantique, une année à Agadir. Le deuxième séminaire se déroulera à Agadir fin 2011.

Deux objectifs se sont ainsi dégagés pour la plate forme sociale franco-marocaine :

1- Répondre aux besoins des populations les plus vulnérables afin de garantir à terme leur bien être et leur développement social, socio -éducatif, et socio-économique.

Pour cela, mise en œuvre d'actions de coopération autour de 5 thématiques que sont « petite enfance », « adolescence », « handicap », « Femmesvulnérables », « Renforcement des capacités ».

2- Favoriser une évolution des processus de protection sociale (autour des thématiques identifiées) en mettant en œuvre une concertation collective et d'échanges sur les politiques sociales et socio-éducative. Cette concertation doit aider les acteurs et les institutions à mieux coopérer ensemble sur ces questions.

La coopération décentralisée permet un travail partenarial autour de l'expertise sociale et la réponse aux besoins sociaux, tout en agissant de façon collective et transversale avec tous les partenaires que sont la société civile, les pouvoirs publics, et à terme les partenaires économiques.

T : Quels sont vos autres principaux projets en cours ?

FP : D'autres projets de développement sont en cours ils portent sur :

- la formation aux métiers de l'hôtellerie dans le cadre d'un partenariat avec un lycée professionnel hôtelier de Loire Atlantique. Ce partenariat existe s'inscrit depuis 4 années, il se traduit par des modules de formation continue des personnels hôteliers en lien avec le CRT d'Agadir.
- Le soutien au développement touristique, d'expertise et d'échanges entre l'Association de Développement Touristique de Châteaubriant et le Conseil Provincial du Tourisme de Chtouka Aït Baha. Ce partenariat soutient des rapprochements entre pays touristiques ruraux afin de coopérer à des actions complémentaires et structurantes pour chacun des territoires. Les actions de coopération portent sur : le développement de la randonnée sur la province de Chtouka Aït Baha, les échanges d'expériences et de développement de l'hébergement éco touristique, la valorisation des produits locaux de terroirs, les échanges culturels (entre culture bretonne et culture Amazigh (berbère),
- Le soutien au développement agricole et accompagnement des coopératives de femmes de la province de Chtouka Aït Baha. Les territoires de Loire Atlantique et de Chtouka Aït Baha sont des terres de production et d'exportation maraîchères. La coopération vise à soutenir la dynamique de développement agricole de la province par l'appui méthodologique, la formation aux techniques, autour des coopératives de femmes, et l'accompagnement des coopérateurs sur les techniques de production maraichère. Ce programme intègre une problématique sociale autour de la situation des femmes en milieu rural, conformément aux orientations de coopération au Maroc du Conseil Général de Loire Atlantique.
- Le renforcement des capacités de structuration et d'animation de la chambre d'artisanat d'Agadir. Démarré fin 2010 avec une première mission diagnostic puis une mission à la chambre des métiers de Nantes du Secrétaire général de la chambre d'artisanat ce programme vise à établir à terme un plan d'offre de service et de formation des personnels de la chambre d'artisanat.

T : Impliquez-vous la communauté marocaine de Loire-Atlantique dans vos actions ?

FP : Les partenariats se sont centrés sur des aspects techniques, la dimension sociale qui se met en œuvre pourra nous amener à mieux intégrer la communauté marocaine de Loire – Atlantique dans nos actions.

T : Quelles sont les perspectives de vos partenariats ?

FP : En 2011, la coopération sociale s'étend à la province rurale de Chtouka Aït Baha à la demande des autorités locales avec :

- L'ouverture d'un centre d'écoute pour lutter contre la grande vulnérabilité des femmes et de leurs enfants sur la commune d'Aït Amira (où se concentre le plus fort taux de travailleuses saisonnières).

- La structuration des lieux d'accueils et la formation des personnels d'encadrement des enfants en préscolarisation

Ce programme est piloté par une association de la plate forme marocaine, avec des interventions professionnelles des autres acteurs de la plate forme marocaine et française.

Dans le prolongement de la mission de novembre 2010, les acteurs avaient manifesté le besoin de mieux identifier et recenser les acteurs sociaux de leur territoire, avec la mise en place d'un annuaire associatif par thématique. Ce travail pourrait être réalisé par les institutions marocaines avec l'aide méthodologique de notre département.

Suite à un diagnostic des partenaires, en cours de finalisation, sur les internats de jeunes filles dans la province d'Agadir, un rapprochement avec le Programme Concerté Maroc est envisagé au cours de l'année.

Le deuxième séminaire de la plate forme sociale se déroulera à Agadir fin 2011, il réunira les acteurs de notre département et les acteurs marocains autour de thématiques qui seront prochainement définies.

T : Après bientôt 20 ans de présence active du Conseil Général de Loire Atlantique au Maroc, quels sont, selon-vous, les critères d'un partenariat de coopération décentralisée réussi ?

FP : Avec les nouvelles orientations en direction du social, deux piliers principaux se dégagent ainsi, dans notre coopération, la plate forme sociale qui agit en priorité sur les personnes et les actions de développement qui apportent un effet levier sur les territoires tant au Maroc qu'en Loire Atlantique.

Une coopération décentralisée, c'est un rapprochement entre personnes, entre structures, qui doit contribuer à terme à instaurer et promouvoir de nouvelles politiques publiques et la coopération sociale qui est à l'œuvre dans notre nouveau programme trouve ici toute sa place avec la loi de décentralisation au Maroc. La charte communale mise en place avec la loi de décentralisation rappelle aux communes la nécessité de contribuer au programme d'aide et d'insertion socio économique et socio éducative des publics les plus en difficultés.

Mieux coopérer c'est aussi, initier de nouvelles méthodes de travail, et la concertation doit être permanente de part et d'autre, où l'usager (qu'il soit professionnel ou bénéficiaire du programme) est au cœur des préoccupations.

Une coopération réussie se construit dans le temps avec les savoirs de l'autre, il ne peut y avoir de coopération qui tienne dans le temps sans la mise en œuvre d'une réciprocité des savoirs.

La coopération devient donc un espace d'apprentissage réciproque, enrichissant pour chacune des parties, tant ici en France qu'au Maroc dont les acteurs en tirent déjà quelques enseignements.

Les synergies mises en œuvre permettent des coopérations concrètes entre la Loire Atlantique et le Maroc.

La plate forme sociale aide les acteurs à porter une parole collective auprès des institutions et ainsi de faire des choix et de les discuter collectivement

Les acteurs s'accordent à dire que travailler en direction du social ce n'est pas une charge, mais une richesse pour le territoire, elle prépare la protection et l'avenir des citoyens, notamment pour les femmes et leurs enfants ; elle crée de l'emploi, elle sécurise l'environnement, etc.

NOUVELLES COOPERATIONS AVEC DES COLLECTIVITES LOCALES MAROCAINES

* Maroc-Portugal : Signature d'un protocole de coopération entre la commune urbaine de Mechouar Kasbah de **Marrakech** et la municipalité de Silves

MOUVEMENTS/NOUVELLES NOMINATIONS/DISTINCTIONS

* Départ de **Serge LABORDERE**, Conseiller de coopération adjoint au Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France, responsable du secteur technique et gouvernance, auquel succède **Jean-Claude KOHLER**, jusqu'alors attaché de coopération universitaire et scientifique au SCAC de l'Ambassade de France en Colombie.

A travers cette rubrique de Taâoun, une publication qu'il a accompagnée depuis sa création, Serge LABORDERE souhaite faire part de son attachement pour le Maroc ; il conservera un regard bienveillant et amical sur tout ce qui s'y passe. Il tient par ailleurs à rendre hommage et à remercier tous les acteurs des collectivités locales marocaines et françaises impliqués dans la coopération décentralisée, grâce auxquels cette cause a beaucoup progressé.

Marocoop Conseil, éditeur de Taâoun, remercie Serge LABORDERE pour son soutien constant dans ses activités liées à la coopération décentralisée franco-marocaine et lui adresse ses vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions.

* Départ **Elisabeth GAY**, attachée de coopération universitaire et scientifique au SCAC.

* Nomination de **Pierre THENARD** Consul général de France à **Tanger**, en remplacement de Jean-Yves BERTHAULT.

* Nomination de **Joël MEYER**, jusqu'alors Consul Général de France à Milan, au poste de Délégué à l'action internationale des collectivités locales au Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, en remplacement d'Antoine JOLY.

* **Chantal CHAUVIN**, Consule générale de France à Marrakech, a été promue Officier dans l'ordre de la Légion d'honneur.

* **Abderrahim ATMOUN**, conseiller et Président du groupe d'amitié Maroc-France de la Chambre des conseillers, a été promu Chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur de la République française.

RENDEZ-VOUS

- 6/09/2011 à **Paris** : Réunion du Groupe Pays Maroc de Cités Unies France.
- 15-16/9/2011 à **Dijon** : 10^{ème} Université d'automne de l'ARRICOD sur le thème : « International et territoire : mariage d'amour ou de raison ? ».
- 5-7/10/2011 à **Séville** : 1er Forum Mondial des Agences de Développement Local organisé par le PNUD, L'UE, la Junte d'Andalousie, etc.
- 6-8/10/2011 à **Marrakech** : 2ème Forum africain de la finance sur le thème "L'Afrique et les nouveaux instruments de l'Asset Management"
- 8-11/10/2011 à **Fès** : 4^{ème} Forum de Fès sur l'Union pour la Méditerranée.
- 15/10/2011 à **Marseille** : 7èmes Rendez-vous économiques de la Méditerranée, sur le thème « Assurer la transition économique en Méditerranée » par le Cercle des Economistes et l'Institut de la Méditerranée.
- 22-28/10/2011 à **Marrakech** : Conférence des Etats membres de la Convention des NU contre la corruption sur le thème "Le développement de l'Afrique et la lutte contre la corruption".
- 14-16/11/2011 à **Rabat** : Conférence internationale sur "Sortir des bidonvilles : un défi mondial" par l'ONU Habitat.
- 17-18/11/2011 à **Paris** : Conférence sur « Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen » par l'Université Paris XIII
- 16-19/11/2011 à **Tanger** : 4ème édition des Medays sous le thème « le Sud dans la gouvernance mondiale du 21ème siècle ».
- 12-17/3/2012 à **Marseille** : 6^{ème} édition du Forum mondial de l'eau
- Octobre 2012 à **Marrakech** : 3^{ème} Forum mondial des apprentissages tout au long de la vie, par le Comité mondial pour les Apprentissages.
- 4-8/12/2012 à **Dakar** : Assises d'Africités par Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique sur le thème « Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ? »

APPELS A PROJETS / ANNONCES

* **Fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée franco-marocaine**

Ce dispositif est dédié au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales marocaines dans le respect des attributions et compétences qui leur sont reconnues par la Loi.

Il s'articule autour de trois composantes :

- un volet appel à projet pour permettre le cofinancement des projets de coopération décentralisée sélectionnés par un comité paritaire à Rabat ;
- un volet bourse de projet pour permettre à une collectivité locale ou un groupement marocain de bénéficier de l'expertise de collectivités territoriales françaises sur un projet spécifique dans le cadre d'une coopération ponctuelle ;
- un volet mutualisation des bonnes pratiques par l'organisation de séminaires régionaux et nationaux de capitalisation.

Prévu pour une durée de 3 ans (2011-2013), ce dispositif est piloté conjointement par la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France à Rabat et par la Direction Générale des Collectivités Locales du ministère de l'Intérieur marocain.

Les projets peuvent être déposés « au fil de l'eau », jusqu'au 31 décembre 2012.

+ d'info (formulaire et règlement) :

<https://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?menuid=654&lv=2&aid=643>

* **Appel à projets** dans le cadre du programme ISI@MED (Initiative pour la Société de l'Information en Méditerranée), par le ministère français des Affaires Etrangères et Européennes et le PNUD. Il vise à initier des projets innovants en matière de société de l'information dans les pays du Sud de la Méditerranée.

Les dossiers de demande de subvention peuvent être déposés tout au long de l'année.

+ d'info :

<https://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?menuid=641&lv=2&aid=629>

ABREVIATIONS/INDICATIONS

AACID : l'Agence Andalouse de Coopération Internationale pour le Développement

ACDI : Agence canadienne de développement international

ADS : Agence de Développement Social (Maroc)

AECID : Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement

AFD : Agence Française de Développement

AMCI : Agence Marocaine de Coopération Internationale

ANAPEC : Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (Maroc)

ANCLM : Association Nationale des Collectivités Locales du Maroc (Maroc)

APP : Agence du Partenariat pour le Progrès (Maroc & MCA/MCC)

AREF : Académie Régionale d'Education et de Formation (Maroc)

ARF : Association des Régions de France

ARM : Association des Régions Marocaines

BAD : Banque Africaine de Développement

BID : Banque Islamique de Développement

BM : Banque mondiale

CCME : Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger

CFCIM : Chambre Française de Commerce et d'Industrie au Maroc

CGEM : Confédération Générale des Entreprises du Maroc

CGLUA : Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique

CNDH : Conseil National des Droits de l'Homme

CRI : Centre régional d'investissement (Maroc)

DGCL : Direction Générale des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur (Maroc)

FAMSI : Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FNUAP : Fonds des Nations Unies pour les populations

GIZ : Agence allemande de coopération internationale

HCP : Haut Commissariat au Plan (Maroc)

HCEFLCD : Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la désertification (Maroc)

HCR : Haut Commissariat pour les Réfugiés
INDH : Initiative Nationale pour le Développement Humain (Maroc)
JICA : Agence japonaise de coopération internationale
KOICA : Agence coréenne de coopération internationale
MAEC : Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération (Maroc)
MASEN : Agence Marocaine pour l'Energie Solaire (Maroc)
MCA/MCC : Millenium Challenge Account/Corporation
MRE : Marocains Résidents à l'Etranger
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
OFPPT : Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (Maroc)
OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONE : Office National de l'Electricité (Maroc)
ONEP : Office National de l'Eau Potable (Maroc)
PCM : Programme Concerté Maroc (France-Maroc)
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France
SIAM : Salon International de l'Agriculture au Maroc
UE : Union européenne
UMA : Union du Maghreb Arabe
UNIFEM : Fonds des Nations-Unies pour la Femme
UPM : Union Pour la Méditerranée
USAid : Agence Américaine de Développement International

1 dh = 0,0884 € / 1 € = 11,30 dh en avril 2011



Le Mot de la Rédaction

➤ Avertissement : Les propos figurant dans cette publication n'engagent pas la responsabilité de l'Ambassade de France ni des pouvoirs publics marocains.

➤ Abonnement/Désabonnement :

Pour vous désinscrire, merci de nous renvoyer un mél avec le titre « désinscription », nom et collectivité. Pour recevoir directement « Tâaoun, la Lettre des Coopérations au Maroc », envoyez vos coordonnées (nom, prénom, fonction, institution) à marocoop@gmail.com

➤ Tâaoun est votre Publication : N'hésitez pas à nous transmettre vos suggestions et toutes les informations et annonces que vous souhaitez y voir paraître. Contact : marocoop@gmail.com

➤ Marocoop Conseil, agence de conseil en Coopération décentralisée basée au Maroc, est à votre disposition pour vous accompagner dans toutes vos démarches de développement de coopérations avec des collectivités marocaines : recherche de partenaire, ingénierie de projets, recherche de cofinancements, évaluation, formation.

Elodie MARTELLIERE SADOUK - Marocoop Conseil

Hay Mohamedia, BP 14355, 40007 MARRAKECH

tél : 00 212 (0)663 31 40 02